

## DES POLITIQUES POUR RELANCER LA CROISSANCE ET L'INVESTISSEMENT

### La réforme du Pacte de stabilité et de croissance (PSC)

Le Pacte de stabilité et de croissance a été adopté au début des années 1990 afin de favoriser une plus grande discipline budgétaire au sein de la zone euro. Le principal objectif du pacte - réduire la dette publique et éviter des déficits permanents des budgets publics - doit être maintenu. Aucune personne, aucun pays ne peut vivre au-dessus de ses moyens. Les socialistes et les sociaux-démocrates sont favorables à la stabilité et soutiennent la lutte contre l'inflation. C'est pourquoi nous voulons un État fort, qui intervient dans l'économie pour la réguler et la stimuler. Dans une période de récession économique, avec un risque de dépression, il appartient à l'État de favoriser la croissance. Mais le PSC ne parle pas de politique de croissance. **Il est donc nécessaire d'y ajouter cet élément de croissance.**

### Les domaines où nous avons joué un rôle moteur

Le groupe socialiste a commencé en 2002 à faire campagne pour rendre le pacte plus souple. Une de nos critiques à l'égard du PSC est qu'il applique les mêmes critères à tous les pays, indépendamment de leur niveau de développement et des circonstances spécifiques. **L'approche uniforme n'est pas réaliste.** Les États dont la dette atteint environ 60 pour cent du PIB ont plus de marge de manœuvre que ceux dont la dette dépasse les 100 pour cent du PIB. Même des déficits temporaires des budgets publics sont acceptables s'ils sont utilisés pour des investissements productifs et pour stimuler l'économie en période de récession.

Les taux de croissance actuels dans la zone euro et dans l'Europe des 25 sont manifestement trop faibles pour créer suffisamment d'emplois et réduire le chômage de manière significative. Le budget de l'UE ne favorise pas beaucoup la croissance, étant donné qu'il ne représente qu'un pour cent du produit national européen. **Cela n'est pas acceptable.** Si nous n'améliorons pas la croissance et si nous ne poursuivons pas les réformes, nous perdrons un énorme potentiel de bien-être et nous risquons de tomber dans une spirale de faible croissance pour une longue période. L'Europe a besoin d'une nouvelle approche:

- nous avons besoin d'une demande plus forte, pour relancer la croissance économique,
- et nous avons besoin de réformes structurelles pour permettre une croissance durable.

L'augmentation de la consommation et des investissements publics et privés est essentielle. **Il faut relancer la demande** - trop limitée depuis de nombreuses années - par un accroissement coordonné des investissements de haute qualité dans des domaines qui peuvent nous aider à atteindre les objectifs de la stratégie de Lisbonne, notamment la connaissance, l'innovation et l'éducation, mais aussi les infrastructures publiques et les services sociaux. Cette vision des choses dépasse la définition budgétaire traditionnelle de l'investissement. Et demande des investissements au niveau national mais avec dimension européenne, par la coordination des politiques économiques des États membres, afin de démultiplier les effets dans toute l'Union.

### Nos succès

Grâce aux efforts du groupe socialiste, la réforme du Pacte de stabilité et de croissance adoptée en 2005 favorise les investissements correspondant aux objectifs de Lisbonne. La stabilité macroéconomique reste un objectif central. Les limites des déficits publics et de la dette publique restent fixées à trois pour cent et à 60 pour cent du PIB et les politiques fiscales procycliques sont à éviter. L'accent a été placé sur la relance de la croissance économique et sur le caractère soutenable de la dette publique.

Cette réforme garantit pour la première fois que, lorsque des États membres doivent agir pour réduire un déficit budgétaire excessif, ils disposent, dans le cadre des règles européennes, d'une plus grande marge de manœuvre pour sauvegarder d'autres objectifs politiques tels que des systèmes de protection sociale modernes et efficaces ou la réorientation des dépenses publiques vers des investissements essentiels pour augmenter le potentiel d'emploi et de croissance. Dans la mesure du possible, les États membres de l'UE doivent agir de manière concertée. Une augmentation de la demande dans une seule économie nationale crée beaucoup moins de croissance et d'emploi. La relance de la demande et les réformes structurelles doivent aller de pair.

### Nos prochains objectifs politiques

Nous avons besoin d'une stratégie européenne coordonnée d'investissement dans le capital humain, la recherche et développement et l'éducation. L'acceptation par la population de certaines réformes structurelles plus pénibles, qui constitue un obstacle majeur dans certains pays, est plus facile lorsque les gouvernements prennent un engagement fort d'investir dans les citoyens et dans leurs projets. Cet investissement et les réformes structurelles se conjuguent tant pour stimuler la croissance et créer des emplois que pour faire accepter le changement par la population. Le groupe socialiste, avec le Parti socialiste européen, continue à faire campagne en faveur d'une stratégie européenne d'investissement pour la croissance et l'emploi.

La politique de stabilité reste nécessaire mais n'est pas une fin en soi. En d'autres termes, un pays peut avoir une parfaite stabilité budgétaire, ne pas être endetté et pourtant s'appauvrir. La stabilité sans croissance ne peut pas être l'objectif. Seule la croissance peut assurer des conditions stables à moyen et à long terme. Dans cette période de grave crise financière et économique, le groupe socialiste demande des orientations claires sur l'interprétation de la clause de flexibilité du Pacte de stabilité et de croissance révisé, notamment face à des décisions d'investissement à court terme compatibles avec les objectifs budgétaires à moyen terme et favorisent une croissance durable et la réalisation des objectifs à long terme de la stratégie de Lisbonne.